



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GUADELOUPE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction
des entreprises,
de la concurrence,
de la consommation,
du travail et de l'emploi

Septembre 2020

DIECCTE Guadeloupe,
Service Etudes, Statistique
et Evaluation (SESE)

L'intérim en Guadeloupe, Saint- Martin et Saint- Barthélemy en 2019

En 2019, l'intérim a connu une progression de son activité (+9,9 %) à 2 103 Equivalent Emploi Temps Plein (EETP) en Guadeloupe, à Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Le nombre de contrats signés dans l'année augmente un peu plus rapidement (55 770 contrats, +11,8 %). L'intérim (en EETP) progresse aussi en Martinique et à la Réunion (+ 6,8% et +0,9% respectivement) mais diminue en Guyane (-7,4%). L'évolution annuelle de l'activité dans les Drom⁽¹⁾ est ainsi globalement positive en 2019 (+2,3 %) et a été plus soutenue aux Antilles. Au niveau national, l'activité intérimaire est en légère baisse (-0,8 %). En Guadeloupe, à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, les grands secteurs d'activité (industrie, construction, commerce, services) sont tous en croissance en volume d'activité. La construction a été particulièrement dynamique avec +22,2 %. L'industrie, le commerce et les services ont suivis avec une croissance plus modérée (+6,1%, + 5,8 % et +4,7 % respectivement). Le nombre de contrats est en hausse dans tous les grands secteurs d'activité (Agriculture, Industrie, Construction, Services) sauf dans le commerce (-3,8%). Le tertiaire (commerce et les services) représente 52,8 % de l'activité intérimaire, suivis par la construction (29,4 %) et l'industrie (17,5 %). La durée moyenne des missions achevées est stable en 2019 en Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy (2,1 semaines). Elle diminue dans les Drom, passant de 1,8 à 1,6 semaine. Elle vaut 1,3 semaine en Martinique, 3,3 semaines en Guyane et 1,4 semaine à la Réunion. La durée moyenne des missions achevées est également stable au niveau national à 1,9 semaine.

(1) hors Mayotte

L'intérim reste moins fréquent en Guadeloupe⁽²⁾ et dans les départements et régions d'outre-mer (Drom) qu'au niveau national. Les Drom regroupés (hors Mayotte) représentent 1,6 % des contrats et 1,3 % du volume total de l'intérim en France en Equivalent emplois temps plein (EETP) en 2019. La Guadeloupe seule ne représente que 0,3 % de l'ensemble des contrats signés dans l'intérim, ainsi que de l'équivalent emploi temps plein. En comparaison, l'emploi salarié privé de Guadeloupe représente 0,4 % de l'emploi salarié privé en France en 2019 (1,9 % pour les Drom hors Mayotte). L'intérim reste donc sous représenté dans l'économie locale, même s'il progresse. Le poids plus faible de l'industrie en Guadeloupe et dans les Drom ne facilite pas l'embauche d'intérimaires. L'industrie englobe 36,7 % de l'activité intérimaire en France (en EETP) mais seulement 17,5 % en Guadeloupe en 2019. L'intérim est clairement sous-représenté dans tous les secteurs de fabrication industrielle. Par ailleurs, dans les services, les activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien sont également nettement moins présents, ce qui se traduit aussi par un déficit d'opportunités. La situation s'inverse nettement dans la construction et le commerce où l'intérim pèse davantage localement qu'au niveau national.

Hausse du nombre de contrats en Guadeloupe

Contrats	2019	Evol 19/18	2018	2017
Guadeloupe	55 770	11,8%	49 864	49 993
Total Drom	335 247	12,6%	297 646	257 811
France entière	21 212 425	-0,6%	21 346 821	20 727 813

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

Le nombre de contrats d'intérim signés dans l'année augmente de 11,8 % en Guadeloupe, croît en Martinique (+25,4 %), en Guyane (+16,7 %) et à la Réunion (+6,9 %). La hausse s'élève à 12,6 % dans l'ensemble des Drom, hors Mayotte. France entière, le nombre de contrats signés diminue de 0,6 % en 2019.

L'EETP augmente en 2019 en Guadeloupe

EETP	2019	Evol 19/18	2018	2017
Guadeloupe	2 103	9,9%	1 913	1 631
Total Drom	10 095	2,3%	9 873	8 027
France entière	777 369	-0,8%	783 533	736 889

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

En 2019, l'intérim a connu en Guadeloupe une progression de l'activité en Equivalent Emploi Temps Plein (EETP). Celle-ci s'établit à 2 103 EETP, soit +9,9 % sur un an. Le dynamisme de l'intérim s'observe d'ailleurs depuis plusieurs années. L'activité en EETP croît aussi en Martinique et à la Réunion (+ 6,8 % et +0,9 % respectivement) mais diminue en Guyane de 7,4 %. Globalement, l'activité est en hausse de 2,3 % dans les Drom (hors Mayotte) mais baisse au niveau national (-0,8 %).

Les entreprises de Guadeloupe ont de plus en plus recours à l'intérim

Le taux de recours à l'emploi intérimaire, ici le rapport entre le volume d'emplois intérimaires (en EETP) à l'effectif salarié du secteur privé atteint 2,7 % en Guadeloupe en 2019. Il est en hausse chaque année depuis 2014. Sur l'ensemble des Drom (hors Mayotte), ce taux vaut 2,9 %. La Guyane affiche habituellement un taux supérieur qui vaut 4,9 % en 2019. La Réunion est à 2,7 % et la Martinique à 2,5 %. Au niveau national, le taux de recours atteint 4,2 %.

Taux de recours en hausse en Guadeloupe

Taux de recours	2019	2018	2017	2016
Guadeloupe	2,7%	2,6%	2,3%	2,2%
Total Drom	2,9%	2,9%	2,4%	2,1%
France entière	4,2%	4,2%	4,0%	3,5%

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

Construction, commerce et services pèsent 82,2 % de l'activité intérimaire en 2019

Quelques activités ou groupes d'activités accaparent l'essentiel de l'intérim en Guadeloupe. En 2019, la construction, secteur important pour l'intérim, concentre 29,4 % du volume d'emploi total en EETP et occupe la première place devant le commerce et la réparation automobile (25,2 %). Les services regroupent 27,6 % du volume d'activité. Les principaux secteurs employeurs en 2019 sont le transport et l'entreposage (10,8 %), les activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien (6,3 %), l'hébergement-restauration (3,9 %) et les activités financières et d'assurance (1,7 %). L'industrie regroupe 17,5 % du volume d'EETP. Les activités industrielles les plus importantes sont les industries extractives, énergie, eau, déchets et dépollution (8,1 %), la fabrication

(2) le mot Guadeloupe désigne la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans tout ce document à partir de la page 2

d'autres produits industriels (5,9 %) et la fabrication de denrées alimentaires (3,3 %).

Le commerce concentre 40,9 % des contrats en Guadeloupe⁽²⁾

Contrats	Guadeloupe	Total Drom	France entière
AZ : Agriculture	0,9%	0,6%	0,6%
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	5,8%	9,0%	11,2%
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,1%	0,0%	0,0%
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,1%	0,4%	2,0%
C4 : Fabrication de matériels de transport	0,0%	0,0%	1,9%
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	4,1%	3,9%	12,9%
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3,0%	8,0%	3,7%
FZ : Construction	12,2%	11,6%	12,2%
GZ : GZ : Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	40,9%	34,7%	12,1%
HZ : Transports et entreposage	8,4%	9,6%	14,9%
IZ : Hébergement et restauration	9,4%	6,2%	6,6%
JZ : Information et communication	1,9%	1,0%	0,5%
KZ : Activités financières et d'assurance	0,7%	0,8%	0,7%
LZ : Activités immobilières	0,2%	0,4%	0,3%
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	8,3%	10,3%	9,9%
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1,5%	1,8%	8,3%
RU : Autres activités de services	2,4%	1,6%	2,1%
Ensemble des secteurs	100,0%	100,0%	100,0%
Agriculture	0,9%	0,6%	0,6%
Industrie	13,1%	21,3%	31,7%
Construction	12,2%	11,6%	12,2%
Commerce	40,9%	34,7%	12,1%
Services	32,9%	31,8%	43,4%
Ensemble des secteurs agrégés	100,0%	100,0%	100,0%

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

La construction représente presque un tiers de l'activité intérimaire en Guadeloupe en 2019

EETP	Guadeloupe	Total Drom	France entière
AZ : Agriculture	0,2%	0,5%	0,5%
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	3,3%	5,4%	7,2%
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,1%	0,0%	0,1%
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,1%	0,3%	4,4%
C4 : Fabrication de matériels de transport	0,0%	0,1%	5,5%
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	5,9%	7,1%	16,5%
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	8,1%	6,6%	3,0%
FZ : Construction	29,4%	29,4%	19,7%
GZ : GZ : Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	25,2%	24,6%	9,3%
HZ : Transports et entreposage	10,8%	8,8%	12,7%
IZ : Hébergement et restauration	3,9%	2,7%	2,0%
JZ : Information et communication	1,5%	1,4%	1,0%
KZ : Activités financières et d'assurance	1,7%	1,5%	1,3%
LZ : Activités immobilières	0,6%	0,8%	0,3%
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	6,3%	7,7%	12,6%
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1,6%	2,1%	2,9%
RU : Autres activités de services	1,1%	1,1%	1,0%
Ensemble des secteurs	100,0%	100,0%	100,0%
Agriculture	0,2%	0,5%	0,5%
Industrie	17,5%	19,5%	36,7%
Construction	29,4%	29,4%	19,7%
Commerce	25,2%	24,6%	9,3%
Services	27,6%	25,9%	33,8%
Ensemble des secteurs agrégés	100,0%	100,0%	100,0%

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

(2) Le mot Guadeloupe désigne la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans tout ce document à partir de la page 2

La construction en forte progression

La hausse en 2019 du volume d'emploi intérimaire en Guadeloupe⁽²⁾, de 1 913 à 2 103 EETP, est le résultat d'évolutions plus ou moins fortes dans les différents secteurs d'activité.

Tous les secteurs enregistrent une hausse d'activité

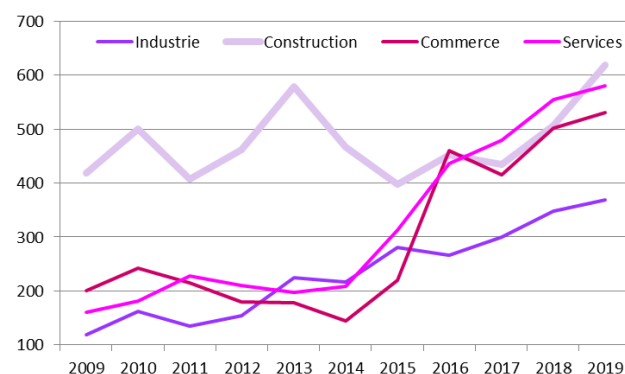
Guadeloupe	contrats var 19/18		EETP var 19/18	
Agriculture	500	104,1%	5	18,9%
Industrie	7 309	13,2%	369	6,1%
Construction	6 805	17,4%	618	22,2%
Commerce	22 814	-3,8%	530	5,8%
Services	18 342	34,2%	580	4,7%
Ensemble	55 770	11,8%	2 103	9,9%

Source Dares, traitement service ESE, brut

Lors des dernières années, l'industrie croît la plus modérément mais régulièrement. Le com-

merce et les services sont en progression significative depuis cinq ans alors que la construction redémarre fortement depuis deux ans.

L'activité intérimaire dans les principaux secteurs (EETP)



Source Dares, traitement service ESE, chiffres bruts

Baisse de la durée des missions achevées dans les Drom en 2019

Durée moyenne (en semaine)	Guadeloupe	Total Drom	France entière
AZ : Agriculture	0,5	1,6	1,7
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1,2	1,0	1,3
C2 : Cokéfaction et raffinage	2,4	2,1	5,3
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	2,6	1,4	4,5
C4 : Fabrication de matériels de transport	1,1	4,6	6,0
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	2,9	3,0	2,5
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	6,5	1,4	1,6
FZ : Construction	4,9	4,1	3,2
GZ : GZ : Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	1,3	1,1	1,5
HZ : Transports et entreposage	2,6	1,5	1,7
IZ : Hébergement et restauration	0,9	0,7	0,6
JZ : Information et communication	1,5	2,3	3,7
KZ : Activités financières et d'assurance	5,6	3,1	4,0
LZ : Activités immobilières	5,8	2,7	1,9
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	1,4	1,1	1,6
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	2,3	1,8	0,7
RU : Autres activités de services	1,1	1,2	0,9
Ensemble des secteurs	2,1	1,6	1,9
Agriculture	0,5	1,6	1,7
Industrie	3,0	1,5	2,3
Construction	4,9	4,1	3,2
Commerce	1,3	1,1	1,5
Services	1,7	1,3	1,3
Ensemble des secteurs agrégés	2,1	1,6	1,9

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

Durée des missions achevées stable en 2019

La Guadeloupe présente une durée des missions achevées stable en 2019, à 2,1 semaines. La durée moyenne des missions achevées est ainsi supérieure en Guadeloupe à celle observée ailleurs dans les Drom en 2019 (hors Mayotte). La durée moyenne des missions s'établit en effet à 1,6 semaines dans les Drom. Cette durée baisse

par rapport à 2018 sous l'effet combiné de la stabilité de la durée des missions achevées en Guadeloupe et d'une baisse partout ailleurs, en Martinique (1,3 semaine), en Guyane (3,3 semaines) et à la Réunion (1,4 semaine). La durée moyenne des missions achevées dans les Drom est inférieure en 2019 à celle observée au niveau France entière (1,9 semaine). Au niveau national, la durée moyenne est restée stable sur un an.

(2) le mot Guadeloupe désigne la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans tout ce document à partir de la page 2

La durée des missions vaut 2,1 semaines en Guadeloupe⁽²⁾

Durée moyenne	2019	2018	2017	2016
Guadeloupe	2,1	2,1	1,8	1,7
Total Drom	1,6	1,8	1,8	1,7
France entière	1,9	1,9	1,9	1,8

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, durée en semaine, chiffre brut

Des durées de mission très variables selon le secteur d'activité

Dans la construction, les durées de contrat sont les plus longues observées parmi les grands secteurs d'activité : 4,9 semaines en Guadeloupe et 4,1 semaines dans les Drom (4,7 et 4,5 semaines en 2018 respectivement), mais « seulement » 3,2 semaines « France entière » (3,1 semaines en 2018). Malgré le poids très important de la construction pour l'intérim en Guadeloupe, de nombreux secteurs où les durées de mission sont courtes font baisser la durée moyenne des missions d'intérim. C'est particulièrement le cas dans le commerce où la durée moyenne des missions vaut 1,3 semaine en 2019 en Guadeloupe (1,1 semaine en 2018). Les durées de mission dans le commerce sont aussi relativement courtes dans les Drom (1,1 semaine) ou au niveau national (1,5 semaine). L'industrie est aussi un secteur d'activité agrégé où la durée des missions achevées est plus importante que la moyenne en Guadeloupe (3,0 semaines) et plus importante que dans les Drom (1,5 semaine) ou au niveau national (2,3 semaines). Dans les services, les durées sont également courtes en général. La Guadeloupe se distingue par une durée moyenne plus longue (1,7 semaine) que sur l'ensemble des Drom (1,3 semaines) ou au national (1,3 semaine). Ici ou là, quelques activités ont néanmoins des durées plus longues que la moyenne bien que cela ne concerne souvent que très peu d'intérimaires. Ce peut être également très variable d'une année à l'autre compte tenu de la faiblesse des effectifs en jeu dans les secteurs d'activité concernés. Quelques secteurs ont des durées supérieures à la moyenne en 2019 : industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution (6,5 semaines), activités immobilières (5,8 semaines), activités financières et d'assurance (5,6 semaines), fabrication d'autres produits industriels (2,9 semaines). Un an plus tôt, trois

de ces quatre secteurs présentaient déjà les durées les plus longues : activités financières et d'assurance (8,4 semaines), activités immobilières (8,3 semaines), industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution (4,5 semaines).

Avertissement

À l'occasion de la mise en ligne des données sur le 1er trimestre 2018, les séries d'emploi intérimaire ont été révisées. Le principal changement provient du traitement du passage à la déclaration sociale nominative (DSN), dans le courant de l'année 2016 pour les majors de l'intérim, puis en 2017 pour les autres établissements. La montée en charge de la DSN a permis d'améliorer la qualité de couverture par rapport à la source historique, ce qui amène à revoir l'ensemble de la série, avec un impact à la hausse d'environ 4,5 % au niveau national. Cet effet peut être plus important au niveau local :

http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2018_t1_revisionemploiinterimair.pdf

POUR EN SAVOIR PLUS

« L'emploi intérimaire recule de 40,4 % au 1^{er} trimestre 2020 », Dares indicateurs N°018, juin 2020
 « L'intérim en Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy en 2018 », Dieccte Guadeloupe, mai 2019
 « L'intérim en Martinique en 2016 », Dieccte Martinique, juin 2017
 « L'intérim en Guyane en 2016 », Dieccte Guyane, juin 2017
 « L'emploi intérimaire à la Réunion en 2016 », Dieccte Réunion, mars 2017

Les indicateurs statistiques relatifs à l'intérim calculés mensuellement, trimestriellement et annuellement par la Dares sont également disponibles sur le site du Ministère du travail : <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/l-emploi-interimair>

Les données fournies portent sur le nombre d'intérimaires par secteur d'activité et par région, le nombre de CDI intérimaires, le volume de travail temporaire (en ETP au cours du mois) par secteur d'activité et par région, les contrats conclus par secteur d'activité, la durée moyenne des missions par secteur d'activité. S'y ajoutent des taux de recours à l'intérim, par trimestre et annuellement.

(2) le mot Guadeloupe désigne la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans tout ce document à partir de la page 2

Définitions

Depuis juillet 2018, la Déclaration sociale nominative (DSN) est l'unique source des statistiques d'intérim. Elle se substitue ainsi à la source historique, les relevés mensuels de mission –RMM– adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire. À partir de cette information mensuelle, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Ces statistiques intègrent désormais les contrats à durée indéterminée (CDI) intérimaires.

Contrats conclus (au cours d'une période) : missions dont la date de début appartient à la période considérée. Le nombre de contrats conclus mesure le flux d'entrées de l'emploi intérimaire dans la période.

Equivalent Emplois à Temps Plein (EETP) au cours d'une période :

rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires sur le nombre total de semaines ouvrées de la période. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés.

Taux de recours annuel à l'intérim : rapport du volume de l'emploi intérimaire annuel en EETP à l'emploi salarié privé de l'année. L'emploi salarié retenu ici est celui fourni par la CGSS (branche recouvrement) pour les Drom trimestriellement dont on fait la moyenne (emploi salarié privé). Pour le niveau national, chiffres ACOSS. Le taux de recours ainsi calculé peut être différent de celui qui figure dans d'autres publications (de la DARES en particulier. Taux de recours retenu : nombre d'intérimaires en fin de trimestre rapporté à l'emploi salarié total).

Nomenclature d'activité utilisée

La nomenclature d'activité française NAF 2008 rév.2 comporte cinq niveaux qui s'emboîtent parfaitement. Néanmoins, la nécessité de disposer de nomenclatures agrégées pour l'établissement de certaines statistiques et pour

la diffusion s'est imposée au niveau international. C'est pourquoi trois niveaux supplémentaires (A 10, A 38 et A 64) ont été définis par les organismes internationaux. Ce dispositif a été complété par la France qui utilisera deux niveaux de plus (A 17 et A 129). Les données présentées dans cette étude par secteur d'activité sont ventilées en A 17.

Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Guadeloupe**Direction :**

Rue des Archives, Bisdary – 97113 Gourbeyre
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.80.50.00

Bureau de Jarry :

Immeuble Raphaël, ZAC Houelbourg Sud,
Lot n° 13 - Z.I de Jarry, 97122 Baie-Mahault
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.83.70.75

Bureau de Saint -Martin :

23, rue de Spring, Concordia, 97150 Saint -Martin
Téléphone : 05.90.29.09.16

Bureau de Basse-Terre :

30, chemin des Bougainvilliers-Guillard
97100 Basse-Terre
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.81.60.05

Bureau des Abymes – Dothémare :

Immeuble C2E – rue de l'Abreuvoir-Dothémare
97139 Les Abymes
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.90.28.95

Directeur de la publication : Alain FRANCES

Réalisation Service Etudes, Statistique, Evaluation (SESE)
Charly DARMALINGON & Roman JANIK

Courriel : 971.statistiques@dicccte.gouv.fr
Internet : guadeloupe.dicccte.gouv.fr

Date de diffusion : Septembre 2020